



| "Stimmen für den Mindestlohn" (Voix pour le salaire minimum), peinture murale Die "Menschenpyramide" (pyramide de l'homme) par Victor Ash à Berlin, Allemagne

POUR UN SALAIRE MINIMUM DANS L'UE

par Guillaume Balas

L'Union européenne fait face à des défis économiques et sociaux majeurs qui n'ont pas été traités depuis la création du marché unique de l'UE et de la zone euro. La fixation d'un salaire minimum est un moyen d'éviter la menace persistante du dumping économique, fiscal et social au sein de l'Union européenne mais également de poursuivre le processus d'intégration européenne. Guillaume Balas présente certaines des options que les décideurs politiques doivent prendre en compte.

L'une de mes propositions en tant que rapporteur d'une résolution du Parlement européen sur le dumping social approuvée par les eurodéputés en septembre 2016, était la suivante : que chaque pays membre de l'UE dans l'Union adopte un salaire minimum d'au moins 60 % de son salaire moyen national.

À cet égard, l'idée d'un salaire minimum est un instrument efficace conçu pour lutter contre la pauvreté et le risque de déflation dans toute l'Europe. Cette première étape en direction d'une meilleure coordination des marchés du travail européens aurait aussi un impact positif sur la coordination globale des politiques macroéconomiques.

Je défends le principe des planchers salariaux minimums fixés dans tous les pays de l'UE selon leurs pratiques nationales respectives, notamment le rôle joué par les partenaires sociaux (organisations d'employeurs et syndicales) dans le processus de la fixation des salaires. Toutefois, il faudrait que certains secteurs spécifiques en Europe aient un mécanisme de fixation de salaire commun, comme le secteur du transport

routier. Divers aspects, comme la fragmentation des opérations de marché, la question des opérations de transport international et la complexité des règles à appliquer, mènent à un contournement inacceptable du droit du travail et des droits sociaux.

Je suis, par conséquent, en faveur d'un salaire minimum européen pour les opérations de transport routier international, qui pourrait s'appuyer sur les normes économiques et sociales les plus ambitieuses actuellement en vigueur en Europe et qui pourrait être défini plus précisément en association complète avec les partenaires sociaux et les acteurs politiques au niveau national et européen. Cela éviterait la concurrence déloyale et enverrait le signal clair que l'Union européenne est capable de définir des politiques concrètes en accord avec une convergence sociale ascendante.

Accords sectoriels

Des accords sectoriels peuvent être adoptés si nous sommes capables de réunir les partenaires sociaux dans un domaine spécifique. Cela pourrait être

la bonne méthode dans le secteur de la construction, dans les activités transfrontalières et comme cela a déjà été mentionné, dans le secteur du transport routier international. En tant que précondition pour ces accords, les institutions européennes doivent clairement indiquer la base de ce genre de discussions : cela pourrait être l'opportunité de donner un contenu concret au Socle européen des droits sociaux. À cet égard, le seul élément nécessaire en Europe, c'est la volonté politique. Je livrerai cette bataille avec de nombreuses forces progressistes en Europe dans les prochains mois.

#MinimumWage, #EUminimumwage "Chaque pays membre de l'UE doit adopter un salaire minimum d'au moins 60 % de son salaire médian national."

@BalasGuillaume



> AUTEUR

Guillaume Balas est député du Groupe de l'alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen. Il siège à la Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement.